

## **Procès Verbal de la rencontre sur le rapport de synthèse**

Sur convocation du Coordonnateur Communication et Société Civile du PAGE, le Conseil Consultatif (CC) de la Société Civile s'est réuni le 2 mars 2006 au local du Ministère de l'Economie et des Finances (MEF) en vue de discuter du rapport de synthèse produit par le Secrétariat Exécutif (SE) sur l'évolution des indicateurs du programme. Etaient présents à la rencontre :

1. Madame Jocelyne Féthière, CC
2. Monsieur Yves Colon, CC
3. Monsieur Vladimir François, CC
4. Madame Lunise Cerin, CC
5. Madame Lourdes E. Delouis, CC
6. Docteur Michel Lominy, CC
7. Monsieur Abner Septembre, CC
8. Monsieur Robert Waddle, Banque Mondiale
9. Monsieur Franck Fils Bonhomme, MEF
10. Monsieur Jean Claude Paulvin, SE
11. Monsieur Claude V.Régis, SE
12. Monsieur Milfort Castel fils, SE

Après une brève présentation du rapport par le SE qui a souligné le processus ayant permis de collecter les informations et le travail effectué par les organisations de la société civile (OSC), les membres du CC ont tour à tour présenté leurs commentaires du rapport. Certains éléments de format et de présentation tels que les sigles et les abréviations avaient besoin d'être clarifiés par le SE et certains commentaires ont été faits sur les tableaux et leur traitement.

Des commentaires sur la suite à donner aux indicateurs qui n'ont pas pu être atteints par les institutions ont porté sur le souhait que les efforts en cours au sein des institutions concernées finiront par leur permettre d'exécuter les réformes programmées.

Le CC s'est également penché sur la nécessité de mieux se structurer afin de pouvoir jouer valablement ce rôle combien important d'accompagnement des réformes de bonne gouvernance. Il souhaite que les bailleurs de fonds de manière générale prendront des dispositions pour appuyer les efforts d'institutionnalisation de cette instance au lieu de se faire concurrence en multipliant ces initiatives.

A l'unanimité, les membres ont jugé le rapport recevable et l'ont approuvé dans sa globalité. Jugé conforme au rapport, ils souhaitent que le sommaire exécutif soit réduit à environ deux pages et soit le plus claire possible avant d'être publié, pour que le public visé puisse bien comprendre le programme PAGE et le processus de suivi et d'évaluation.